

Communiqué de presse

Rapport agricole 2025 – L'agriculture craint pour son existence

Zimmerwald, le 26 novembre 2025

Le « Rapport agricole 2025 » récemment publié par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) montre que nos agriculteurs ont, une fois de plus, dû se contenter de revenus plus faibles l'année dernière. De plus, des prescriptions en constante évolution ainsi qu'une charge croissante en matière de réglementation et d'obligation de déclaration pèsent sur le travail quotidien à la ferme. Aucune autre profession ne travaille 50 heures par semaine et ne peut souvent survivre financièrement qu'avec des revenus accessoires. Un nombre toujours plus réduit d'exploitations agricoles doit nourrir une population suisse qui dépasse désormais les 9 millions d'habitants. Dans le cadre de la PA 30+, il est impératif, pour une agriculture moderne, de supprimer divers programmes inefficaces afin de réorienter ces ressources vers des contributions à l'efficacité des ressources, à savoir en francs par tonne de récolte valorisable.

En 2024, la production laitière est restée stable, atteignant à nouveau environ 3,7 millions de tonnes – et cela malgré la baisse continue du nombre d'exploitations. Celui-ci a diminué de 2,5 % en une année et, comparé à il y a 25 ans, il existe aujourd'hui moins de la moitié des exploitations. Les fermes restantes deviennent plus grandes et plus spécialisées. La superficie moyenne des exploitations est passée de 19 hectares en 2000 à près de 30 hectares aujourd'hui. Avec 47 075 exploitations agricoles en 2024, on dénombre 644 exploitations de moins qu'une année auparavant, tandis que la taille moyenne des exploitations continue d'augmenter. Grâce à une alimentation optimale, à de meilleures conditions d'élevage et aux progrès de la sélection, la production laitière poursuit sa tendance à la hausse, et ce malgré une diminution du nombre d'exploitations et du cheptel bovin. Parallèlement, la production laitière est soumise à une forte pression : pour de nombreuses exploitations, elle n'est plus guère attractive sur le plan économique.

L'année dernière a été l'une des plus difficiles depuis longtemps pour la production végétale. Le temps frais et humide a compliqué les travaux de récolte dans de nombreuses régions, rendu les sols impraticables pendant de longues périodes et considérablement accru la pression des maladies. La part des légumes frais importés a de nouveau été très élevée, atteignant 41 %. En matière de protection des végétaux, nous constatons une pénurie largement auto-infligée qui devient un danger stratégique pour nous. Certaines substances actives importantes manquent et, sans autorisations d'urgence, il n'est plus possible d'assurer une protection efficace. L'initiative parlementaire du conseiller national Bregy, qui est à l'ordre du jour de la session d'hiver, vise à permettre une protection phytosanitaire moderne en Suisse également. Elle demande que la Suisse reprenne les décisions de l'UE en matière d'autorisation des substances actives. Il n'est en effet pas acceptable que des produits phytosanitaires autorisés par l'UE doivent faire l'objet d'une nouvelle autorisation en Suisse. Cela conduirait à une amélioration rapide et significative de notre agriculture.

Nos familles paysannes souhaitent continuer à s'engager pour une alimentation durable et sûre de la population. Cela n'est toutefois possible que si les prescriptions et réglementations absurdes sont systématiquement supprimées. En effet, rares sont les professions qui entretiennent un lien aussi étroit avec la nature et les animaux. Elles souhaitent toutes continuer de s'engager en tant qu'entreprises indépendantes et ne pas devenir des employées de la Confédération.

Contact pour les médias

Communauté d'intérêts Bauern Unternehmen

Samuel Guggisberg, Président, 079 694 66 74, samuel.guggisberg@bauern-unternehmen.ch

Préavis – Prochaine manifestation annuelle pour les donateurs

Vendredi 23 janvier 2026 sur le site de Haffa à Andwil/TG